

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 3595

[C — 2007/29203]

19 JUILLET 2007. — Décret complétant le mécanisme de démocratisation des études supérieures hors universités mis en place par les décrets du 20 juillet 2005 et du 20 juillet 2006 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 2, alinéa 14, inséré par le décret du 20 juillet 2006, est complété comme suit :

« Pour les étudiants de condition modeste, ce plafond est identique à celui visé à l'article 39, § 2, alinéa 4, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. »

b) le § 2, avant-dernier alinéa, inséré par le décret du 20 juillet 2006, est remplacé par l'alinéa suivant :

« A l'exception des étudiants visés à l'alinéa 3 et des étudiants de condition modeste, les deux alinéas précédents ne sont pas applicables aux Ecoles supérieures des Arts, ni aux Instituts supérieurs d'Architecture, ni aux étudiants inscrits dans les sections « technique de l'image », « communication appliquée » et « presse et information » des hautes écoles. ».

Art. 2. L'article 21^{quater} du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, inséré par le décret du 20 juillet 2005 et modifié par le décret du 20 juillet 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21^{quater}. § 1^{er}. Une allocation d'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est attribuée aux hautes écoles.

Le montant de cette allocation est déterminé de la manière suivante :

1° une première partie est constituée par un pourcentage de la somme des montants déduits l'année budgétaire précédente en application de l'article 12, § 2^{ter-bis}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

2° une seconde partie est constituée par un pourcentage de l'addition des deux éléments suivants :

a) la multiplication du nombre d'étudiants boursiers finançables inscrits dans les sections « technique de l'image », « communication appliquée » et « presse et information » par la différence entre le plafond pour les autres étudiants des hautes écoles et le plafond pour les étudiants boursiers;

b) la multiplication du nombre d'étudiants finançables de condition modeste par la différence entre le plafond pour les autres étudiants des hautes écoles et le plafond pour les étudiants de condition modeste.

§ 2. Les pourcentages visés au paragraphe précédent sont de 20 lors de l'année budgétaire 2008. Ils sont ensuite augmentés de 20 chaque année pendant trois ans. Ils sont égaux à 100 à partir des années suivantes.

§ 3. Par plafond pour les étudiants boursiers, plafond pour les étudiants de condition modeste et plafond pour les autres étudiants, il y a lieu d'entendre les plafonds visés respectivement à l'article 12, § 2, alinéa 14, deuxième, troisième phrase, et première phrase de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 4. L'allocation est répartie de la manière suivante :

a) chaque haute école reçoit le résultat de la multiplication du tiers de l'allocation par le rapport entre le nombre d'étudiants finançables inscrits dans cette haute école au cours de l'année académique précédente et le nombre d'étudiants finançables inscrits dans l'ensemble des hautes écoles pour l'année académique précédente. Ce produit est un complément au montant des subsides sociaux visés à l'article 89 du Décret;

b) les deux tiers restants sont répartis de la manière suivante :

1° chaque haute école se voit attribuer respectivement 4, 2 ou 1 points pour les étudiants boursiers, les étudiants de condition modeste ou les autres étudiants, inscrits dans la haute école au cours de l'année académique précédente;

2° chaque haute école reçoit le résultat de la multiplication des deux tiers de l'allocation par le rapport entre le total des points reçus pour chaque étudiant de cette haute école et l'ensemble des points attribués aux hautes écoles;

3° ce produit est un complément de la recette constituée par les minervals perçus auprès des étudiants. »

Art. 3. L'article 89, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, est complété comme suit : « A ce montant est ajouté le montant visé à l'article 21^{quater}, § 4, a), du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

Art. 4. L'article 4 du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Une allocation d'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est attribuée aux écoles supérieures des arts.

Le montant de cette allocation est déterminé de la manière suivante :

1° une première partie est constituée par un pourcentage de la somme des montants déduits l'année budgétaire précédente en application de l'article 12, § 2^{bis}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

2° une seconde partie est constituée par un pourcentage de l'addition des deux éléments suivants :

a) la multiplication du nombre d'étudiants boursiers finançables par la différence entre le plafond pour les autres étudiants des hautes écoles et le plafond pour les étudiants boursiers;

b) la multiplication du nombre d'étudiants finançables de condition modeste par la différence entre le plafond pour les autres étudiants des hautes écoles et le plafond pour les étudiants de condition modeste.

§ 2. Les pourcentages visés au paragraphe précédent sont de 20 lors de l'année budgétaire 2008. Ils sont ensuite augmentés de 20 chaque année pendant trois ans. Ils sont égaux à 100 à partir des années suivantes.

§ 3. Par plafond pour les étudiants boursiers, plafond pour les étudiants de condition modeste et plafond pour les autres étudiants, il y a lieu d'entendre les plafonds visés respectivement à l'article 12, § 2, alinéa 14, deuxième, troisième phrase, et première phrase de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 4. L'allocation est répartie de la manière suivante :

a) chaque école supérieure des arts reçoit le résultat de la multiplication du tiers de l'allocation par le rapport entre le nombre d'étudiants finançables inscrits dans cette école supérieure des arts au cours de l'année académique précédente et le nombre d'étudiants finançables inscrits dans l'ensemble des écoles supérieures des arts pour l'année académique précédente. Ce produit est un complément au montant des subsides sociaux visés à l'article 59 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);

b) les deux tiers restants sont répartis de la manière suivante :

1° chaque école supérieure des arts se voit attribuer respectivement 4, 2 ou 1 points pour les étudiants boursiers, les étudiants de condition modeste ou les autres étudiants, inscrits dans l'école supérieure des arts au cours de l'année académique précédente;

2° chaque école supérieure des arts reçoit le résultat de la multiplication des deux tiers de l'allocation par le rapport entre le total des points reçus pour chaque étudiant de cette école supérieure des arts et l'ensemble des points attribués aux écoles supérieures des arts;

3° ce produit est un complément de la recette constituée par les minerval perçus auprès des étudiants. »

Art. 5. L'article 59, alinéa 1^{er}, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), est complété comme suit :

« A ce montant est ajouté le montant visé à l'article 4, § 4, a), du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire ».

Art. 6. L'article 5 du décret du 20 juillet 2005 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1^{er}. Une allocation d'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est attribuée aux instituts supérieurs d'architecture.

Le montant de cette allocation est déterminé de la manière suivante :

1° une première partie est constituée par un pourcentage de la somme des montants déduits l'année budgétaire précédente en application de l'article 12, § 2^{ter}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

2° une seconde partie est constituée par un pourcentage de l'addition des deux éléments suivants :

a) la multiplication du nombre d'étudiants boursiers finançables par la différence entre le plafond pour les autres étudiants des hautes écoles et le plafond pour les étudiants boursiers;

b) la multiplication du nombre d'étudiants finançables de condition modeste par la différence entre le plafond pour les autres étudiants des hautes écoles et le plafond pour les étudiants de condition modeste.

§ 2. Les pourcentages visés au paragraphe précédent sont de 20 lors de l'année budgétaire 2008. Ils sont ensuite augmentés de 20 chaque année pendant trois ans. Ils sont égaux à 100 à partir des années suivantes.

§ 3. Par plafond pour les étudiants boursiers, plafond pour les étudiants de condition modeste et plafond pour les autres étudiants, il y a lieu d'entendre les plafonds visés respectivement à l'article 12, § 2, alinéa 14, deuxième, troisième phrase, et première phrase de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 4. L'allocation est répartie de la manière suivante :

a) chaque institut supérieur d'architecture reçoit le résultat de la multiplication du tiers de l'allocation par le rapport entre le nombre d'étudiants finançables inscrits dans cet institut supérieur d'architecture au cours de l'année académique précédente et le nombre d'étudiants finançables inscrits dans l'ensemble des instituts supérieurs d'architecture pour l'année académique précédente;

b) les deux tiers restants sont répartis de la manière suivante :

1° chaque institut supérieur d'architecture se voit attribuer respectivement 4, 2 ou 1 points pour les étudiants boursiers, les étudiants de condition modeste ou les autres étudiants, inscrits dans l'institut supérieur d'architecture au cours de l'année académique précédente;

2° chaque institut supérieur d'architecture reçoit le résultat de la multiplication des deux tiers de l'allocation par le rapport entre le total des points reçus pour chaque étudiant de cet institut supérieur d'architecture et l'ensemble des points attribués aux instituts supérieurs d'architecture;

3° ce produit est un complément de la recette constituée par les minerval perçus auprès des étudiants. »

Art. 7. Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture :

« Art. 8bis. § 1^{er}. Il est créé dans chaque institut supérieur d'architecture un conseil social. Ce conseil comprend en part égale des représentants des étudiants d'une part et du directeur et des représentants des enseignants d'autre part.

Les représentants des étudiants et des enseignants sont élus par leurs pairs.

Le conseil social est présidé par un étudiant. Le conseil social élabore son règlement d'ordre intérieur, les règles d'attribution des aides octroyées aux étudiants et les transmet à son pouvoir organisateur.

Le conseil social gère les montants octroyés à l'institution en application de l'article 5, § 4, a), du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire.

§ 2. Les montants visés au paragraphe précédent doivent servir exclusivement aux fins ci-après : fonctionnement du Conseil des étudiants, aides sociales directes ou indirectes aux étudiants, fonctionnement des services sociaux, des services d'orientation à destination des étudiants, des restaurants et homes estudiantins, contribution à la construction, à la modernisation, à l'agrandissement et à l'aménagement des immeubles affectés à ces objets.

Les critères académiques ne peuvent rentrer en compte dans l'admissibilité et l'admission des étudiants au bénéfice de l'aide octroyée par le Conseil social.

§ 3. Avant le 1^{er} décembre, le Conseil social dresse un budget pour l'année budgétaire suivante, après avis du Conseil des étudiants.

Le budget distingue les opérations à charge des allocations de l'année budgétaire en cours de celles à charge des soldes des années budgétaires précédentes.

Le Conseil social tient une comptabilité complète. Il soumet annuellement sa comptabilité et ses comptes à un réviseur d'entreprise.

Il remet au Gouvernement avant le 31 mars un compte annuel de l'année budgétaire précédente et un rapport annuel. Ce rapport annuel comprend :

- 1° une justification de la gestion financière pour l'année budgétaire précédente;
- 2° un aperçu de l'effectif en personnel;
- 3° un inventaire du patrimoine;
- 4° le rapport du réviseur d'entreprise ou du receveur attitré;
- 5° un rapport sur l'affectation précise de l'intervention de la Communauté française. »

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2007-2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2006-2007.*

Document du Parlement. — Proposition de décret, n° 440, n° 1.

Compte-rendu intégral. — Rapport oral, discussion et adoption. Séance du mardi 17 juillet 2007.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3595

[C - 2007/29203]

19 JULI 2007. — Decreet houdende aanvulling van het mechanisme van democratisering van de hogere studies buiten de universiteiten ingesteld door de decreten van 20 juli 2005 en 20 juli 2006 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 2, veertiende lid, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2006, wordt aangevuld als volgt :

« Voor de minvermogende studenten, wordt dit maximumbedrag gelijk aan dat bedoeld bij artikel 39, § 2, vierde lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling. »

b) § 2, voorlaatst lid, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2006, wordt door het volgende lid vervangen :

« Met uitzondering van de studenten bedoeld bij het derde lid en van de minvermogende studenten, zijn de twee vorige leden niet van toepassing op de Hogere kunstscholen, noch op de Hogere Instituten voor Architectuur, noch op de studenten die ingeschreven zijn voor de afdelingen « Beeldtechniek », « toegepaste communicatie », en « pers en informatie » in de hogescholen. »

Art. 2. Artikel 21^{quater} van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 21^{quater}. § 1. Een toelage voor de bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs wordt toegekend aan de hogescholen.

Het bedrag van deze toelage wordt op de volgende wijze bepaald :

1° een eerste deel bestaat uit een percentage van de som van de bedragen die vorig begrotingsjaar afgetrokken zijn met toepassing van artikel 12, § 2^{ter-bis}, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

2° een tweede deel bestaat uit een percentage van de opsomming van de twee volgende elementen :

a) de vermenigvuldiging van het aantal voor een financiering in aanmerking komende bursalen ingeschreven in de afdelingen « beeldtechniek », « toegepaste communicatie » en « pers en informatie » met het verschil tussen het maximumbedrag voor de andere studenten van de hogescholen en het maximumbedrag voor de bursalen;

b) de vermenigvuldiging van het aantal voor een financiering in aanmerking komende minvermogende studenten met het verschil tussen het maximumbedrag voor de andere studenten van de hogescholen en het maximumbedrag voor de minvermogende studenten.

§ 2. De percentages bedoeld bij de vorige paragraaf bedragen 20 % voor het begrotingsjaar 2008. Daarna worden ze elk jaar en gedurende drie jaar telkens met 20 % vermeerderd. De jaren nadien bedragen deze percentages 100 %.

§ 3. Onder « maximumbedrag voor bursalen », « maximumbedrag voor minvermogende studenten » en « maximumbedrag voor de andere studenten », wordt verstaan de maximumbedragen respectief bedoeld bij artikel 12, § 2, veertiende lid, tweede, derde zin en eerste zin van de voornoemde wet van 29 mei 1959.

§ 4. De toelage wordt verdeeld als volgt :

a) iedere hogeschool bekomt het resultaat van de vermenigvuldiging van het derde van de toelage met de verhouding tussen het aantal voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven in deze hogeschool tijdens het voorgaande studiejaar en het aantal voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven in het geheel van de hogescholen voor het voorgaande academiejaar. Het product dient als aanvulling bij het bedrag van de maatschappelijke subsidies bedoeld bij artikel 89 van het Decreet;

b) de twee overblijvende derden worden verdeeld als volgt :

1° iedere hogeschool krijgt respectief 4, 2 of 1 punt(en) voor bursalen, minvermogende studenten of andere studenten, ingeschreven in de hogeschool tijdens het vorige academiejaar;

2° iedere hogeschool krijgt het resultaat van de vermenigvuldiging van twee derde van de toelagen met de verhouding tussen het totaal bekomen punten voor iedere student van deze hogeschool en het geheel van punten toegekend aan de hogescholen;

3° dit product dient als aanvulling bij de opbrengst van het door de studenten betaalde inschrijvingsgeld. »

Art. 3. Artikel 89, § 3, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt aangevuld als volgt : « Wordt toegevoegd aan dit bedrag, het bedrag bedoeld bij artikel 21^{quater}, § 4, a), van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen. »

Art. 4. Artikel 4 van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 4. § 1. Een toelage voor de bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs wordt toegekend aan de Hogere kunstscholen.

Het bedrag van deze toelage wordt bepaald als volgt :

1° een eerste deel bestaat uit een percentage van de som van de bedragen die vorig begrotingsjaar afgetrokken zijn met toepassing van artikel 12, § 2^{bis}, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

2° een tweede deel bestaat uit een percentage van de opsomming van de twee volgende elementen :

a) de vermenigvuldiging van het aantal voor een financiering in aanmerking komende bursalen met het verschil tussen het maximumbedrag voor de andere studenten van de hogescholen en het maximumbedrag voor de bursalen;

b) de vermenigvuldiging van het aantal voor een financiering in aanmerking komende minvermogende studenten met het verschil tussen het maximumbedrag voor de andere studenten van de hogescholen en het maximumbedrag voor de minvermogende studenten.

§ 2. De percentages bedoeld bij de vorige paragraaf bedragen 20 % voor het begrotingsjaar 2008. Daarna worden ze elk jaar en gedurende drie jaar telkens met 20 % vermeerderd. De jaren nadien bedragen deze percentages 100 %.

§ 3. Onder « maximumbedrag voor bursalen », « maximumbedrag voor minvermogende studenten » en « maximumbedrag voor de andere studenten », wordt verstaan de maximumbedragen respectief bedoeld bij artikel 12, § 2, veertiende lid, tweede, derde zin en eerste zin van de voornoemde wet van 29 mei 1959.

§ 4. De toelage wordt verdeeld als volgt :

a) iedere Hogere kunstschool bekomt het resultaat van de vermenigvuldiging van het derde van de toelage met de verhouding tussen het aantal voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven in deze Hogere kunstschool tijdens het voorgaande academiejaar en het aantal voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven in het geheel van de Hogere kunstscholen voor het voorgaande academiejaar. Het product is een aanvulling bij het bedrag van de maatschappelijke subsidies bedoeld bij artikel 59 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

b) de twee overblijvende derden worden verdeeld als volgt :

1° iedere Hogere kunstschool krijgt respectief 4, 2 of 1 punt(en) voor bursalen, mivermogende studenten of andere studenten, ingeschreven in de Hogere kunstschool tijdens het vorige academiejaar;

2° iedere Hogere kunstschool krijgt het resultaat van de vermenigvuldiging van twee derde van de toelagen met de verhouding tussen het totaal bekomen punten voor iedere student van deze Hogere kunstschool en het geheel van punten toegekend aan de Hogere kunstscholen;

3° dit product is een aanvulling bij de opbrengst van het door de studenten betaalde inschrijvingsgeld. »

Art. 5. Artikel 59, eerste lid, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt aangevuld als volgt : « Wordt toegevoegd aan dit bedrag, het bedrag bedoeld bij artikel 4, § 4, a), van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs. »

Art. 6. Art. 5 van het voornoemde decreet van 20 juli 2005 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. § 1. Een toelage voor de bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs wordt toegekend aan de Hogere Instituten voor Architectuur.

Het bedrag van deze toelage wordt bepaald als volgt :

1° een eerste deel bestaat uit een percentage van de som van de bedragen die vorig begrotingsjaar afgetrokken zijn met toepassing van artikel 12, § 2^{ter}, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

2° een tweede deel bestaat uit een percentage van de opsomming van de twee volgende elementen :

a) de vermenigvuldiging van het aantal voor een financiering in aanmerking komende bursalen met het verschil tussen het maximumbedrag voor de andere studenten van de hogescholen en het maximumbedrag voor de bursalen;

b) de vermenigvuldiging van het aantal voor een financiering in aanmerking komende minvermogende studenten met het verschil tussen het maximumbedrag voor de andere studenten van de hogescholen en het maximumbedrag voor de minvermogende studenten.

§ 2. De percentages bedoeld bij de vorige paragraaf bedragen 20 % voor het begrotingsjaar 2008. Daarna worden ze elk jaar en gedurende drie jaar telkens met 20 % vermeerderd. De jaren nadien bedragen deze percentages 100 %.

§ 3. Onder « maximumbedrag voor bursalen », « maximumbedrag voor minvermogende studenten » en « maximumbedrag voor de andere studenten », wordt verstaan de maximumbedragen respectief bedoeld bij artikel 12, § 2, veertiende lid, tweede, derde zin en eerste zin van de voornoemde wet van 29 mei 1959.

§ 4. De toelage wordt verdeeld als volgt :

a) ieder Hoger Instituut voor Architectuur bekomt het resultaat van de vermenigvuldiging van het derde van de toelage met de verhouding tussen het aantal voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven in dit Hoger Instituut voor Architectuur tijdens het voorgaande academiejaar en het aantal voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven in het geheel van de Hogere Instituten voor Architectuur voor het voorgaande academiejaar;

b) de twee overblijvende derden worden verdeeld als volgt :

1° ieder Hoger Instituut voor Architectuur krijgt respectief 4, 2 of 1 punt(en) voor bursalen, mivermogende studenten of andere studenten, ingeschreven in het Hoger Instituut voor Architectuur tijdens het vorige academiejaar;

2° ieder Hoger Instituut voor Architectuur krijgt het resultaat van de vermenigvuldiging van twee derde van de toelagen met de verhouding tussen het totaal bekomen punten voor iedere student van dat Hoger Instituut voor Architectuur en het geheel van punten toegekend aan de Hogere Instituten voor Architectuur;

3° dit product dient als aanvulling bij de opbrengst van het door de studenten betaalde inschrijvingsgeld. »

Art. 7. Er wordt een artikel *8bis*, luidend als volgt, ingevoegd in de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs :

« Art. *8bis*. § 1. Binnen elk Hoger Instituut voor Architectuur wordt een sociale raad opgericht. Deze raad bevat in gelijke verdeling vertegenwoordigers van de studenten, enerzijds, en van de directeur en de vertegenwoordigers van de leerkrachten, anderzijds.

De vertegenwoordigers van de studenten en van de leerkrachten worden door hun gelijken verkozen.

De sociale raad wordt voorgezeten door een student. De maatschappelijke raad stelt zijn eigen huishoudelijk reglement op, alsook de nadere regels voor de toekenning van de steun verleend aan studenten en zendt ze over aan zijn inrichtende macht.

De sociale raad beheert de bedragen toegekend aan de instelling met toepassing van artikel 5, § 4, *a*), van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs.

§ 2. De bedragen bedoeld bij de vorige paragraaf dienen exclusief gebruikt te worden om : de werking van de Raad van studenten, de directe of indirecte sociale steun aan studenten, de werking van sociale diensten, studentenrestaurants en -tehuizen, de bijdrage tot de bouw, de modernisering, de vergroting en de verbouwing van gebouwen bestemd voor deze doeleinden.

De academische criteria komen niet in aanmerking voor het bepalen van de toegang en de toegangverlening aan studenten tot de steun van de sociale raad.

§ 3. Voor 1 december, bepaalt de sociale raad een begroting voor het volgende begrotingsjaar, na het advies te hebben ingewonnen van de Studentenraad.

De begroting maakt een onderscheid tussen de verrichtingen ten laste van de allocatie van het lopend begrotingsjaar en deze ten laste van de saldi van de vorige begrotingsjaren.

De sociale raad houdt een volledige boekhouding bij. Om het jaar moet hij zijn boekhouding en rekeningen voorleggen aan een bedrijfsrevisor.

Voor 31 maart stuurt hij aan de Regering een jaarlijkse rekening voor het vorige begrotingsjaar en een jaarlijks verslag. Dit jaarlijks verslag bevat :

- 1° een verantwoording van het financiële beheer;
- 2° een overzicht van het personeelsbestand;
- 3° een inventaris van het vermogen;
- 4° het verslag van de bedrijfsrevisor of van de gerechtigde ontvanger;
- 5° een verslag over de nauwkeurige bestemming van de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap. »

Art. 8. Dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2007-2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2007.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—————
Nota's

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 440, n° 1.

Integraal verslag. — Mondeling verslag, bespreking en aanneming. Vergadering van 17 juli 2007.